

# **ASSEMBLEE DE CORSE**

**1 ERE SESSION ORDINAIRE DE 2018**

**REUNION DES 26 ET 27 AVRIL 2018**

**RAPPORT DE MONSIEUR  
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

## **DISPOSITIF TERRITORIAL D'ALLOCATIONS DOCTORALES DE RECHERCHE POUR LA PERIODE 2017/2022**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission de l'Education, de la Culture, de la  
Cohésion Sociale et de la Santé

Commission des Finances et de la Fiscalité

## **RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

Il s'agit dans le présent rapport d'adopter le « Dispositif territorial d'allocations doctorales de recherche pour la période 2017/2022 » et d'autoriser le Président du Conseil Exécutif de Corse à le mettre en œuvre.

En effet, en déclinaison du Schéma de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SESRI 2017/2022) adopté par l'Assemblée de Corse par délibération n° 17/333 AC du 26 octobre 2017 et de son orientation stratégique n° 2 « Soutenir un écosystème recherche et diffusion au service des humanités, de l'innovation et de la compétitivité », la Collectivité de Corse entend par un soutien volontariste aux doctorants :

- accroître la participation de la recherche aux dynamiques territoriales,
- organiser le renouvellement et la diversification des compétences des chercheurs, des cadres supérieurs et des décideurs dans une société de la connaissance,
- attirer les nouveaux talents,
- favoriser l'élaboration d'outils technologiques ou méthodologiques et de savoir-faire,
- impulser des priorités scientifiques nouvelles en lien avec les besoins du territoire.

Ce dispositif territorial a notamment pour objectif d'accompagner la mutation des politiques publiques et de contribuer ainsi à l'innovation territoriale, qui est le véritable enjeu pour la Collectivité de Corse, et plus globalement les collectivités locales.

Les crédits nécessaires au financement de ce dispositif seront inscrits au programme N 4112 C – AED « Recherche » au Budget primitif (BP) 2018.

---

## 1° Quelques éléments de contexte :

---

### A) Contours juridiques et réglementaires :

Ce dispositif territorial, inscrit dans le cadre de la loi du 22 janvier 2002 qui confère à la Collectivité de Corse des prérogatives uniques en matière de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche : *Article 5 « La Collectivité Territoriale de Corse peut, par délibération de l'Assemblée, organiser ses propres actions complémentaires d'enseignement supérieur et de recherche sans préjudice des compétences de l'État en matière d'homologation des titres et diplômes. Elle passe à cette fin des conventions avec des établissements d'enseignement supérieur ou des organismes de recherche »* est encadré par le décret et arrêtés suivants :

« Décret n° 2009-464 du 23 avril 2009 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche », qui précise notamment dans son article 1 *« Afin d'encourager la formation à la recherche et par la recherche des diplômés de l'enseignement supérieur au niveau du doctorat et de faciliter leur orientation tant vers les activités de recherche que vers d'autres activités de l'économie, de l'enseignement et de la culture, les établissements publics mentionnés à l'article 2 du présent décret peuvent, en application des dispositions de l'article L. 412-2 du code de la recherche, recruter des étudiants inscrits en vue de la préparation d'un doctorat par un contrat dénommé « contrat doctoral »* (Cf. annexe Décret n° 2009-464 du 23 avril 2009).

« Arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat », qui précise notamment dans son article 1 *« La formation doctorale est une formation à et par la recherche et une expérience professionnelle de recherche. Elle conduit à la production de connaissances nouvelles. Elle comprend un travail personnel de recherche réalisé par le doctorant. Elle est complétée par des formations complémentaires validées par l'école doctorale. Elle porte sur des travaux d'intérêt scientifique, économique, social, technologique ou culturel. Elle est sanctionnée par la délivrance du diplôme national de doctorat. Le diplôme, délivré par un établissement public d'enseignement supérieur accrédité, confère à son titulaire le grade et le titre de docteur »* (Cf. annexe Arrêté du 25 mai 2016).

« Arrêté du 29 août 2016 fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel », qui précise notamment dans son article 1 *« La rémunération mensuelle minimale des doctorants contractuels est fixée à 1 758 euros brut, sous réserve des dispositions prévues à l'article 2 du présent arrêté »* (Cf. annexe Arrêté du 29 août 2016).

Enfin ce dispositif territorial, doit s'inscrire également dans le cadre de la construction d'un espace européen de l'enseignement supérieur (E.E.E.S.) officialisé à Vienne en 2010. Le processus de Bologne a pour finalité la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur (E.E.E.S.) ; l'objectif étant double :

- faire du continent européen un vaste espace "sans frontières", où la mobilité des étudiants et des enseignants chercheurs est naturelle ; et,
- rendre cet espace européen lisible et attractif vis-à-vis du reste du monde.

## **B) Du contrat doctoral à la convention CIFRE :**

Les étudiants préparant un doctorat peuvent être soutenus par divers dispositifs.

Le premier est le contrat doctoral, ouvert à tout doctorant inscrit en première année de thèse depuis moins de six mois, sans condition d'âge. Les activités confiées au doctorant contractuel peuvent être exclusivement consacrées à la recherche mais également inclure d'autres tâches, à savoir :

- enseignement,
- information scientifique et technique,
- valorisation de la recherche,
- missions de conseil ou d'expertise pour les entreprises ou les collectivités publiques.

Le cadre de ce contrat est fixé par le décret N°2009-464 du 23 avril 2009, relatifs aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche (processus de recrutement, durée du contrat, les activités attendues et possibles, conditions de prolongation, ...). L'arrêté du 29 août 2016 quant à lui fixe le montant de la rémunération minimale du doctorant contractuel. Il appartient aux établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche de déterminer l'enveloppe financière qu'ils souhaitent consacrer au financement des contrats doctoraux. Ceux-ci sont établis par le chef de l'établissement public concerné sur proposition du directeur de l'école doctorale à laquelle est rattaché le doctorant.

Quelle que soit l'origine des financements apportés à l'établissement public d'enseignement supérieur ou de recherche (collectivité territoriale, entreprise), un contrat doctoral peut être créé dès lors que le montant des financements permet de rémunérer le doctorant dans le respect de la rémunération minimale. Le contrat doctoral peut également reposer sur des co-financements.

Un deuxième dispositif de financement est proposé dans le cadre des « Conventions Industrielles de Formation par la Recherche » (CIFRE). Le doctorant prépare le doctorat en entreprise en menant un programme de recherche et développement en liaison avec une équipe de recherche extérieure à l'entreprise. Il bénéficie d'un contrat de travail en C.D.I. ou en C.D.D. conclu avec l'entreprise, et il perçoit un salaire brut annuel minimum de 23 484 euros (1957 euros/mois).

Dans le cadre de la convention « CIFRE », l'entreprise reçoit une subvention annuelle forfaitaire d'un montant de 14 000 euros. Ce montant peut être réévalué à la discrétion de l'entreprise. A cette subvention s'ajoute le Crédit d'impôt recherche (CIR), calculé sur la part non subventionnée des coûts complets, et qui permet à l'entreprise, si elle est éligible au « CIR », de percevoir une somme annuelle d'au moins 10 595 €.

Pour pouvoir bénéficier d'une « CIFRE », il faut être titulaire ou être en cours d'obtention d'un diplôme conférant le grade de master et s'inscrire en doctorat, sans condition de nationalité. Une fois l'entreprise d'embauche et le laboratoire académique identifiés, le doctorant doit déposer sa demande de financement auprès de « l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie » (A.N.R.T.), en

charge de la gestion des conventions. Cette politique du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, permet de développer les collaborations de recherche entre les entreprises et le milieu académique tout en permettant aux doctorants de préparer une formation de très haut niveau conduisant au doctorat.

Au niveau national, environ 1400 conventions sont financées par an.

Les « CIFRE » associent trois partenaires :

- une entreprise, qui confie à un doctorant un travail de recherche objet de sa thèse ;
- un laboratoire, extérieur à l'entreprise, qui assure l'encadrement scientifique du doctorant ;
- un doctorant, titulaire d'un diplôme conférant le grade de master.

Depuis 2006, une association, une collectivité territoriale ou une chambre consulaire agissant dans le cadre d'une action publique et sociétale est éligible au dispositif « CIFRE ».

En Corse, sur les cinq dernières années, un peu plus d'une douzaine de dossiers « CIFRE » a été déposée à « l'ANRT » par des doctorants souhaitant réaliser leurs travaux dans une entreprise (6) ou une collectivité (7 dossiers).

Un troisième dispositif était proposé en Corse dans le cadre du Schéma Directeur de Développement Economique de la Corse qui fixait les grandes orientations de l'action économique. Ainsi le 18 décembre 2008, par la délibération n°08/242 AC, l'Assemblée de Corse avait adopté le dispositif « Corse Esprit d'Entreprise ». Ce programme visait notamment à travers les « Aides Régionales Doctorants » et les « Aides Régionales Post-Doctorants » à dynamiser et à promouvoir l'entrepreneuriat et l'esprit d'entreprendre, ainsi que le soutien à l'intégration des étudiants dans la vie économique.

Dans le rapport d'activité 2011 de l'Agence de Développement Economique de la Corse (ADEC), le bilan général quantitatif du dispositif « Corse Esprit d'Entreprise » était le suivant :

Bilan général quantitatif du dispositif Corse Esprit d'Entreprise			
Type de mesures	Montant de l'aide	Nombres de dossier	Montant moyen de l'aide par dossier
Aide Régionale Recherche Doctorant-Entreprise	936 000,00 €	11	85 090,91 €
Aide Régionale Recherche Post-Doctorant-Entreprise	128 000,00 €	4	32 000,00 €
Fonds d'amorçage CFA-Univ	249 000,00 €	1	249 000,00 €
Mission Ciblée BAC+2+3	7 200,00 €	1	7 200,00 €
Mission Ciblée BAC+4+5	117 600,00 €	5	23 520,00 €
<b>Total général</b>	<b>1 437 800,00 €</b>	<b>22</b>	<b>65 354,55 €</b>

Toutefois, le fonctionnement de ces mesures, malgré plusieurs ajustements techniques approuvés par l'Assemblée de Corse s'est révélé imparfait, et non optimal, freinant ainsi la réalisation de l'objectif initial, à savoir l'insertion des jeunes diplômés dans le tissu économique insulaire.

C'est ainsi que par la délibération 11/143 AC, l'Assemblée de Corse approuvait le nouveau programme régional de soutien à l'emploi « CORSEMPLOI2 ». Ce dispositif intégrait des mesures visant à favoriser l'insertion des jeunes diplômés, en retenant cet objectif comme l'un de ses trois objectifs prioritaires (les deux autres étant, « Renforcer l'insertion professionnelle des publics en difficulté » et « Renforcer la compétitivité des entreprises »). Dans le cadre de ce nouveau dispositif plusieurs mesures d'aides ont été rénovées, voire créées, à savoir :

La première concernant les jeunes diplômés de BAC+2 à BAC+8 est ouverte aux entreprises de Corse, permettant de favoriser l'insertion de ce public dans la vie professionnelle, sur des missions en parfaite adéquation avec le niveau de qualification.

La seconde concernant l'insertion des doctorants dans la vie professionnelle qui est destinée aux entreprises ou à tout autre organisme exerçant une activité de recherche, visant à permettre l'intégration de l'étudiant dès le début de sa thèse.

La troisième concernant l'insertion des post-doctorants dans la vie professionnelle qui est destinée aux entreprises ou à tout autre organisme exerçant une activité de recherche.

Dans le rapport d'activité 2012 de l'Agence de Développement Economique de la Corse (ADEC), et concernant spécifiquement les 3 mesures précitées, il est mentionné que les décisions d'engagement portaient sur 9 emplois.

Au niveau européen, différents programmes permettent chaque année de former de jeunes chercheurs en partenariat avec le secteur privé, comme par exemple, le financement intitulé "Doctorat industriel européen" à travers des actions "Marie Curie" ouverte à toutes les disciplines scientifiques.

Enfin, il existe d'autres sources de financement des doctorats qui émanent des organismes de recherche, des collectivités territoriales (particulièrement des régions) des fondations, des associations susceptibles de financer les recherches des doctorants qui ne doivent pas être négligées. L'ADEME propose par exemple un soutien au travers d'un programme annuel accompagnant la transition énergétique et écologique dans un contexte de changement climatique.

Ainsi, à l'instar d'autres régions, la Collectivité de Corse souhaite également soutenir ses doctorants. Pour cela, au travers du dispositif territorial objet du présent rapport, elle souhaite attribuer une aide aux établissements et organismes de recherche assurant la formation des doctorants. Cette aide sera reversée au doctorant par le biais d'un contrat doctoral. Le doctorant sera donc recruté par l'établissement ou l'organisme de recherche, et non comme dans le cas d'une bourse CIFRE directement par l'entreprise ou la collectivité d'accueil.

### **C) Le doctorant et la mutation des politiques publiques :**

Transition numérique, transition énergétique, transition écologique, protection et mise en valeur du territoire, aménagement, emploi, logement, territorialisation des compétences, modernisation de la relation entre élus et citoyens (...) face à tous ces changements les collectivités doivent faire face à une complexité nouvelle et des enjeux majeurs.

Ainsi, les réponses aux demandes toujours plus nombreuses des sociétés ou encore la définition de politiques publiques efficaces doit s'appuyer nécessairement sur le développement des connaissances.

Voilà pourquoi il est plus que nécessaire de prendre en compte le rôle de la recherche, qui ne doit pas uniquement être pourvoyeuse de l'économie, mais qui doit participer à l'accroissement de la connaissance collective, en misant sur le doctorant et sa capacité à se positionner comme un véritable « offreur de compétences nouvelles », car l'activité doctorale consiste notamment en un travail de recherche novateur, véritable outil d'aide à la décision.

*« L'enjeu principal du doctorat est, à l'échelle nationale et au-delà, au niveau européen, de poser les fondations et d'initier les transformations qui faciliteront l'essor d'une économie de la connaissance la plus compétitive au monde, structureront son développement et organiseront ses évolutions futures. Ceci signifie créer et entretenir un vivier de professionnels hautement qualifiés capables d'agir et de décider au sein d'environnements complexes impliquant de nombreux paramètres, intérêts et personnes. Les compétences acquises par les chercheurs pendant leur doctorat ont trait à la gestion de la complexité et de l'incertitude, et à la capacité d'inventer des solutions adaptées à de nouveaux problèmes. De telles compétences sont utiles à la plupart des secteurs de l'économie et de la société. Les entreprises, associations, collectivités territoriales, administrations, gouvernements, c'est-à-dire les diverses organisations des sociétés, sont de plus en plus confrontées à des problèmes qui ne peuvent être résolus par des solutions classiques reposant sur une simplification de la réalité. Il y a un besoin pressant de professionnels capables d'imaginer des approches innovantes, ce qui implique l'émergence de nouvelles professions » (l'Association Nationale des docteurs ANDES 2017).*

Ainsi, si la formation par la recherche permet aux docteurs de développer un grand nombre de compétences à la fois disciplinaires et transversales, elle doit permettre également d'apporter des éléments de réponse aux problèmes que rencontrent les collectivités et autres intercommunalités et donc contribuer à la transformation nécessaire des politiques publiques.

Par ailleurs, l'exercice de ces compétences ne se limite pas à la recherche et au secteur académique, mais est tout à fait transférable à d'autres secteurs, publics, associatif ou privé, en recherche ou à d'autres fonctions, comme le souligne d'ailleurs l'article 1 de l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de doctorat : « *Les compétences spécifiques acquises au cours de cette formation permettent d'exercer une activité professionnelle à l'issue du doctorat dans tous les domaines d'activités, recherche ou hors recherche, dans le secteur public aussi bien que privé...* ».

Enfin, si ce dispositif peut contribuer à la modernisation de l'action publique, il paraît évident qu'en sollicitant le « vivier des docteurs » il suscitera des vocations et

facilitera l'insertion professionnelle des docteurs en dehors de l'enseignement supérieur et de la recherche.



---

## **2° Le dispositif territorial d'allocations doctorales de recherche sur la période 2017/2022 :**

---

La loi NOTRe a renforcé deux niveaux d'action publique pour l'appui au développement économique :

- La région,
- L'intercommunalité.

Pour autant, le tandem « région-intercommunalité » reste à consolider, voire à construire dans le cadre fixé par le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation « SRDE2I », au regard des mutations sociales, économiques, politiques, culturelles ou environnementales auxquelles sont confrontées les territoires, et plus particulièrement en Corse avec la récente création de la Collectivité de Corse ou encore de la Chambre des territoires.

En effet, l'ordonnance n°2016-1562 du 21 novembre 2016, portant diverses mesures institutionnelles relatives à la Collectivité de Corse a permis la création d'une instance consultative nouvelle, « La Chambre des Territoires », dont la mission première est de favoriser la coordination et la mise en œuvre de politiques de solidarité et de proximité avec les communes et les intercommunalités de l'île.

Ce « *dispositif territorial d'allocations doctorales de recherche* » (Cf. Projet de règlement intérieur) ne prétend pas à lui tout seul réinventer l'action publique, mais à minima contribuer à la transformation des politiques publiques, en assurant :

- tant la formation des doctorants, que,
- la prise en compte de problématiques sociétales.

Par le biais de ces travaux de recherche, le doctorant peut être amené à résoudre des problèmes complexes, à réaliser des missions d'expertise, de veilles scientifiques, de recherches bibliographiques ou encore des études de faisabilité.

Enfin, ce dispositif, qui répond à la priorité n°5 du « SESRI », à savoir « *Créer des liens plus affirmés entre opérateurs du secteur de la recherche et décideurs politiques afin de relever les défis de demain* », permettra de manière indirecte, par l'élaboration de projets communs, à rapprocher également Collectivité de Corse et intercommunalités à travers notamment ses 3 volets :

- Le volet thématique « Initiatives locales »,
- Le volet thématique « Politiques sectorielles »,
- Le volet thématique « Développement territorial intégré ».

### **A) Les dispositions communes :**

Quel que soit le volet concerné, le dispositif reposera sur l'association de 4 acteurs :

- la structure d'accueil territoriale,

- le doctorant,
- le laboratoire de recherche,
- la Collectivité de Corse.

- La structure d'accueil territoriale : C'est-à-dire l'intercommunalité, ou encore la direction, l'office ou l'agence de la Collectivité de Corse qui pourra confier au doctorant, en accord avec l'université, l'école ou l'organisme de recherche concerné, des tâches, des livrables attendus ou des responsabilités en rapport direct avec le sujet de thèse. La structure d'accueil devra être implantée en Corse.
- Le doctorant : C'est-à-dire l'étudiant qui réalisera les travaux de recherche. Il devra être inscrit dans un établissement du territoire européen pour la préparation de la thèse :
  - - En première année de doctorat,
  - - titulaire d'un master 2 ou d'un diplôme équivalent.
- Le laboratoire de recherche d'accueil : C'est-à-dire le laboratoire au sein duquel sont menés les travaux scientifiques en lien avec le sujet de thèse. Ce laboratoire devra être placé sous la tutelle d'une université, d'une école ou d'un organisme de recherche (EPST/EPIC).
- La Collectivité de Corse : C'est-à-dire la collectivité unique résultant de la loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRE) du 7 août 2015 qui finance à 100 % ce dispositif territorial d'allocations doctorales de recherche.

La faisabilité d'une cotutelle sera systématiquement recherchée, tant au niveau territorial avec l'Université de Corse, qu'au niveau national et international.

La cotutelle doit favoriser d'une part la mobilité des doctorants et d'autre part la coopération scientifique entre les équipes de recherche, territoriales, françaises et internationales.

Quel que soit le cas de figure, l'aide de la Collectivité de Corse sera versée à l'université, l'école ou autre organisme de recherche, le tout formalisé par une convention pluriannuelle précisant notamment les engagements respectifs des différents signataires (Cf. annexe modèle de convention type).

L'université, l'école ou l'organisme de recherche aura en charge de reverser le financement au doctorant par le biais d'un contrat doctoral.

Enfin, la durée du contrat doctoral est fixée à 3 ans, période en cohérence avec la durée de référence du doctorat. Cette harmonisation participe de la définition d'un doctorat unique pour toutes les disciplines et fait partie d'un processus d'homogénéisation internationale et notamment européenne.

Cependant, certaines situations particulières pourront justifier la nécessité d'une prolongation du projet doctoral au-delà des trois ans initialement prévus.

Elles sont généralement de deux types, à savoir :

- prolongation accordée de droit pour des raisons médicales ou familiales,
- difficultés liées au projet doctoral, 3 options étant alors envisageables :
  - . adapter le projet pour éviter une prolongation,
  - . le prolonger,
  - . l'interrompre.

## **B) Le coût total de l'allocation doctorale :**

Le coût total de l'allocation doctorale sera défini au cas par cas en concertation avec les différents partenaires concernés, mais sera conforme néanmoins à l'arrêté du 29 août 2016 fixant les montants de la rémunération minimum des doctorants contractuels.

Ainsi, cette subvention, exclusivement versée à l'université, l'école ou l'organisme de recherche devra permettre de financer le salaire, c'est-à-dire de prendre en charge le montant mensuel brut (coût employeur) pour l'étudiant inscrit en thèse sur 36 mois.

Cette subvention sera éventuellement complétée par :

- Un montant relatif à des dépenses de fonctionnement supplémentaires et nécessaires au bon déroulement des travaux de recherche. Ce montant aurait notamment vocation à couvrir des frais spécifiquement engendrés par la recherche conduite par le doctorant, comme des frais de missions, d'achats d'ouvrages ou encore des frais liés à la participation à des colloques et autres conférences.
- Un montant forfaitaire relatif à des frais dits de gestion, c'est-à-dire découlant de la prise en considération de la charge administrative de l'université, école ou organisme de recherche concerné.

Les modalités de versement de l'aide seront quant à elles définies dans une convention (Cf. annexe modèle de convention) selon le règlement des subventions en vigueur, et les modalités spécifiques à chaque université, école ou organisme de recherche, bénéficiaire.

Cette convention pourra être bipartite, mais également multipartite.

La contribution territoriale pourrait être réévaluée, au vu de l'évolution et/ou de toute augmentation de la rémunération des allocataires. L'université, l'école ou l'organisme de recherche devra notifier ces modifications éventuelles à la Collectivité de Corse.

### **C) Les modalités de dépôt :**

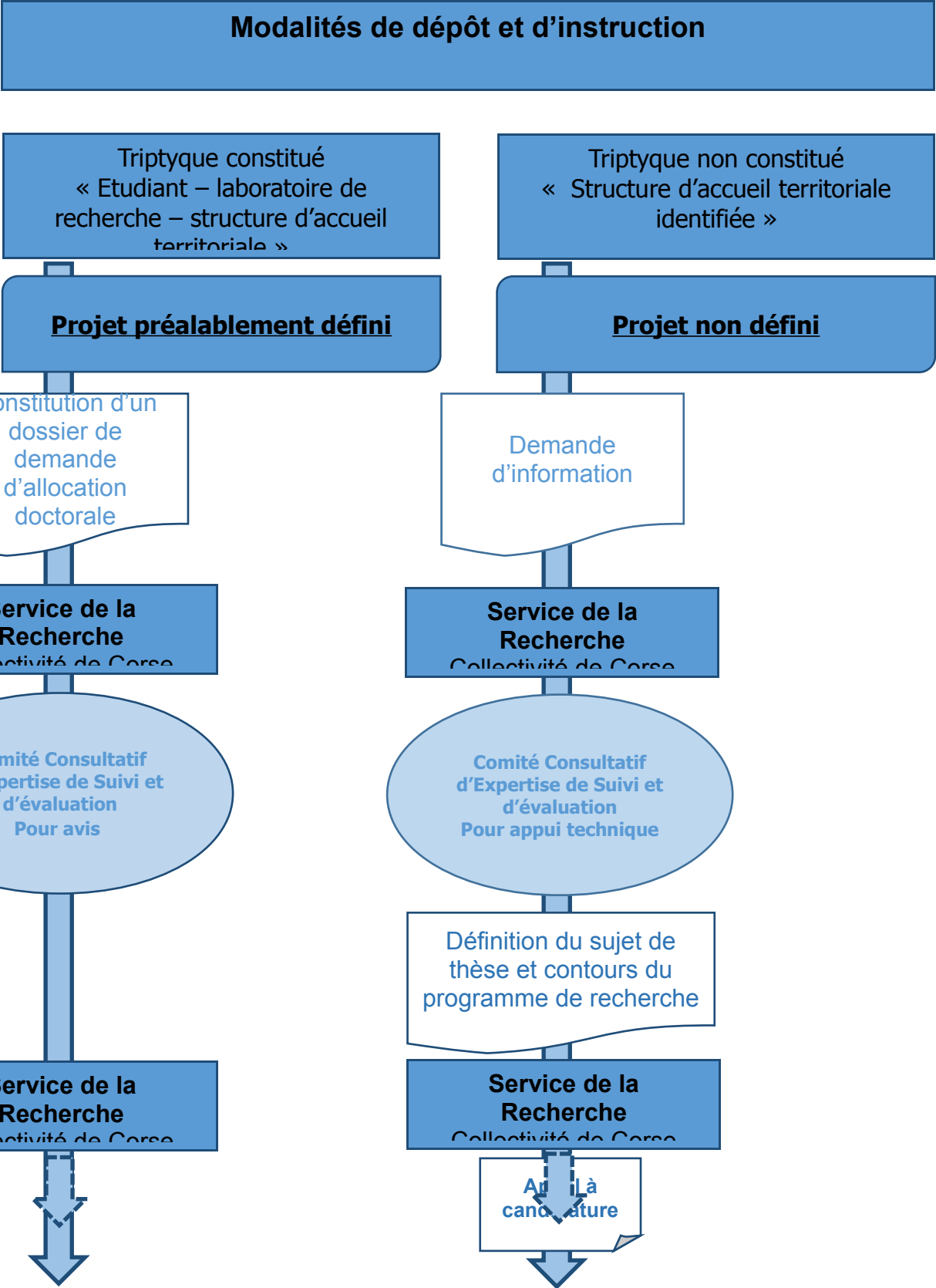
Au préalable à toute instruction, l'envoi d'un dossier de demande d'allocation (Cf. annexe dossier demande d'allocation doctorale ) sera nécessaire, et ce, quel que soit le cas de figure, à savoir :

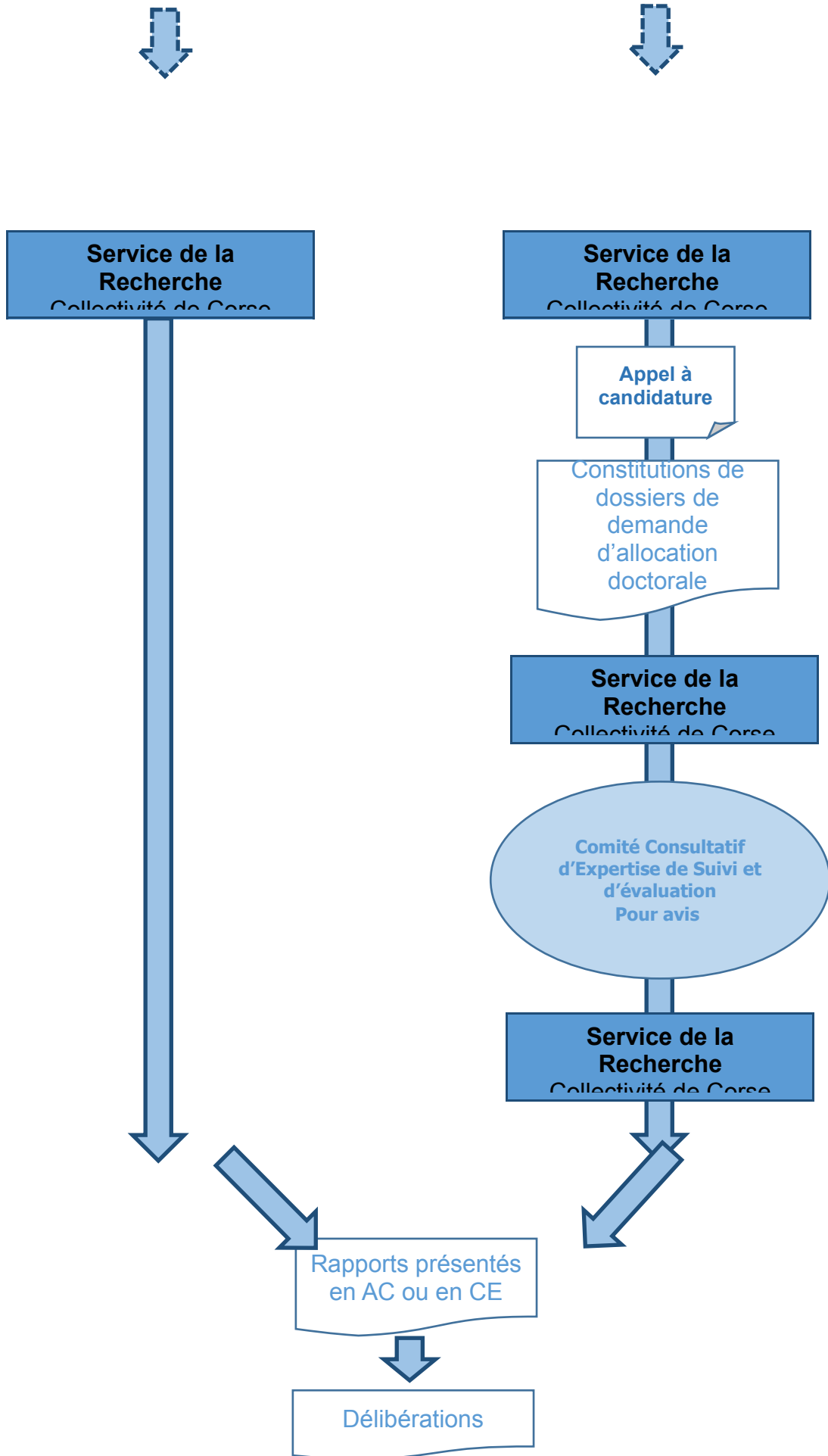
- . Une demande spontanée, c'est-à-dire lorsque le triptyque « Etudiant – laboratoire de recherche – structure d'accueil territoriale » est déjà constitué et formalisé autour d'un projet préalablement défini,
- . Un dépôt de candidature suite au lancement d'un appel à candidature dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet.

Les demandes d'allocations doctorales et autres demandes d'informations dans le cadre de ce dispositif seront transmises à l'adresse suivante :

Collectivité de Corse  
Direction de l'enseignement supérieur et de la recherche  
Service de la Recherche  
Hotel de région  
22, cours Grandval  
BP 215  
20187 Ajaccio Cedex 1

Toute demande ou requête adressée à la Collectivité de Corse feront l'objet d'un accusé de réception.





## **D) Le Comité Consultatif d'Expertise, de Suivi et d'Evaluation :**

L'instruction et la sélection des dossiers s'appuiera certes sur le classement du conseil scientifique de l'université, de l'école ou de l'organisme de recherche concerné, mais également sur l'avis du comité consultatif créé à cet effet. Le comité consultatif d'expertise, de suivi et d'évaluation se réunira en tant que de besoin à l'initiative de la direction en charge de ce dispositif, cette dernière en assurant le secrétariat. Il est présidé par le conseiller exécutif en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, et est constitué par :

- un représentant de la Direction en charge du dispositif,
- un représentant de la Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie,
- un représentant de l'Agence de Développement Economique de la Corse,
- le directeur de l'école doctorale de l'Université de Corse.

Ce comité pourra intervenir a deux niveaux :

### **-Au niveau aval, sur la sélection des dossiers déposés :**

C'est-à-dire lorsque le triptyque « Etudiant - laboratoire de recherche – structure d'accueil territoriale » est déjà constitué et formalisé autour d'un projet préalablement défini dans le cadre d'une demande spontanée, ou encore suite à un appel à candidature.

Le comité consultatif sera chargé d'apprécier et de sélectionner les dossiers qui lui seront remis. La sélection des projets sera fondée notamment sur les critères suivants :

- qualité scientifique du projet présenté (importance de la question, originalité, faisabilité technique prenant en compte la période de temps proposée),
- adéquation du laboratoire d'accueil à la réalisation de ce projet de recherche,
- CV du demandeur, diplômes, publications, crédibilité du plan de carrière,
- qualité du laboratoire d'accueil (publications, environnement scientifique...),
- adéquation du sujet de thèse avec la problématique territoriale.

Ce comité consultatif formalisera ainsi un compte rendu, qui sera transmis au service de la recherche de la Collectivité de Corse. Tous les dossiers seront instruits par le service de la recherche, qui est le service instructeur du présent dispositif. La décision finale d'octroi d'une allocation doctorale, quant à elle, appartiendra à l'Assemblée de Corse, ou par autorisation au Conseil Exécutif de Corse.

L'envoi d'un dossier ne créera pas, pour la Collectivité de Corse, l'obligation d'octroyer l'allocation doctorale.

### **- Au niveau amont, sur la définition même des projets de recherche :**

C'est-à-dire lorsque le triptyque « Etudiant - laboratoire de recherche – structure d'accueil territoriale » n'est pas constitué et formalisé autour d'un projet préalablement défini. Le comité consultatif sera chargé, en collaboration avec la structure

d'accueil territoriale concernée, de définir le sujet de thèse, c'est-à-dire le projet de recherche, en établissant notamment les principaux paramètres de l'étude et ses contours.

Ce comité pourra se faire assister en tant que de besoin par des spécialistes extérieurs qui pourront rendre un avis éclairé sur chaque dossier. La Collectivité de Corse se réservera le droit ainsi de s'appuyer sur l'expertise de scientifiques extérieurs à la Corse ou de constituer un comité « ad hoc ».

- En continu, sur le déroulement du projet de recherche :

C'est-à-dire lorsque le projet est validé, le Comité Consultatif se réunira à échéance régulière avec les différentes parties prenantes afin d'opérer tant au niveau qualitatif que quantitatif, un suivi du chercheur, mais également du projet dans sa globalité.

Enfin le service de la recherche, le Comité Consultatif et les différentes parties prenantes procèderont conjointement à l'évaluation à mi-parcours des conditions de réalisation de ce dispositif. Cette évaluation à mi-parcours sera un élément indispensable à toute amélioration, voire redéfinition du dit dispositif.

### **E) D'autres critères de sélection :**

La sélection des dossiers s'appuiera certes sur le classement du conseil scientifique de l'université, école ou organisme de recherche concerné, mais également sur les critères suivants :

- . insertion du projet dans le cadre des politiques développées par la Collectivité de Corse, ses agences, offices et intercommunalités de Corse,
- . faisabilité sur 36 mois,
- . retombées et perspectives en termes de mise en œuvre de politiques publiques,
- . collaborations interrégionales et internationales.

### **F) Les volets thématiques :**

Quel que soit le volet thématique concerné, il s'agira de renforcer la collaboration entre la recherche académique, les directions, offices et agences et autres intercommunalités, afin d'accompagner au mieux la transformation des politiques publiques au service « *d'un développement territorial plus volontariste que subi, plus imaginatif que normé* ». Des consultations seront d'ailleurs organisées à cet effet avec les directions, offices, agences et intercommunalités concernés.

. Le volet thématique « Initiatives locales » : il s'agit de donner la possibilité aux établissements publics de coopération intercommunale de pouvoir bénéficier des compétences d'un « chercheur » dans la construction ou la réalisation d'un projet relevant de leurs domaines d'intervention, à savoir :

- Le développement économique,
- La promotion du tourisme,
- La gestion des milieux aquatiques,



- L'eau et l'assainissement,
- Les déchets ménagers.

Cette liste n'est ni exhaustive, ni limitative.

. Le volet thématique « Politiques sectorielles » : il s'agit de donner la possibilité à la Collectivité de Corse, ainsi qu'à ses établissements publics, de pouvoir bénéficier des compétences d'un « chercheur » dans la construction ou la réalisation d'un projet relevant de leurs domaines d'intervention, à savoir :

- La culture,
- Le patrimoine,
- Le sport,
- L'éducation, l'enseignement et la formation,
- Le sanitaire et le social,
- Les transports,
- L'environnement,
- L'aménagement du territoire,
- L'agriculture.

Cette liste n'est ni exhaustive, ni limitative.

. Le volet « Développement territorial intégré » : il s'agit de donner la possibilité à la Collectivité de Corse, ses agences et offices ou encore aux intercommunalités, de pouvoir bénéficier des compétences d'un « chercheur » dans la construction ou la réalisation d'un projet de développement territorial intégré. C'est-à-dire un projet basé sur une vision « systémique » du développement territorial ne se limitant pas à une juxtaposition de « *processus cloisonnés, mais fondé sur l'optimisation de l'utilisation des ressources et la recherche de synergies entre acteurs, dépassant les acceptions géographiques, politique et administrative* ». Au travers ces projets, il s'agira de « *rompre avec une approche sectorielle des territoires, des problèmes et des politiques, pour privilégier une approche globale, qui prenne en compte les dimensions physique, économique et sociale, du développement et du projet* ».

## **G) Nombre annuel d'allocations doctorales et plafonnement pour la période 2018-2022 :**

Chaque année, et ce sur la période 2018-2022, seront financés 3 allocations doctorales. Le plafond de 150 000 € ne pourra être dépassé et devra permettre la prise en considération :

- Du CDD, c'est-à-dire le montant mensuel brut (coût employeur) pour l'étudiant inscrit en thèse sur 36 mois,
- Des dépenses de fonctionnement supplémentaires et nécessaires au bon déroulement des travaux de recherche.
- Des frais dits de gestion, c'est-à-dire découlant de la prise en considération de la charge administrative de l'université, école ou organisme de recherche concerné.

L'allocation doctorale pourra néanmoins reposer sur des co-financements.

Le présent dispositif sera donc mis en œuvre au fil de l'eau, mais également par appels à projets et appels à candidatures dans la limite de « 150 000 € Max » par allocataire à raison de 3 allocataires par an.

Dans ce cadre et ces limites le Conseil Exécutif de Corse devra être habilité à :

- Sélectionner les projets,
- Valider les cahiers des charges des appels à projets et des appels à candidatures,
- Valider les conventions de financement

Le Président du Conseil Exécutif devra être autorisé à signer les différentes conventions, avenants et autres pièces réglementaires qui découlent de la mise en œuvre de ce « Dispositif territorial d'allocations doctorales de recherche pour la période 2017/2022 ».

La Collectivité de Corse souhaite, par le biais de ce dispositif, assurer tant la formation des doctorants que la prise en compte de problématiques sociétales, afin de contribuer notamment à la mutation, voire la transformation des politiques publiques ainsi qu'à l'innovation territoriale, véritable enjeu pour les collectivités aujourd'hui.

*« La complexification croissante de l'action publique d'une part et les transformations des territoires d'autre part est à l'origine de besoins en professionnels en mesure de comprendre les logiques qui se jouent entre différents niveaux de gouvernement, entre acteurs publics, privés et associatifs, entre territoires et secteurs de politiques, et ainsi de préparer une action publique qui s'adapte et/ou guide les mutations territoriales. » (Sciences Po rennes 2017).*

Ce dispositif ne concurrence pas les dispositifs les plus connus, tels que la convention industrielle de formation par la recherche « CIFRE ». Ainsi cette allocation territoriale ne sera pas versée à l'entreprise, mais exclusivement versée à l'université, l'école ou l'organisme de recherche concerné et devra permettre de financer :

- le salaire, c'est-à-dire de prendre en charge le montant mensuel brut (coût employeur) pour l'étudiant inscrit en thèse sur 36 mois.
- les dépenses de fonctionnement supplémentaires et nécessaires au bon déroulement des travaux de recherche.
- les frais dits de gestion, c'est-à-dire découlant de la prise en considération de la charge administrative de l'université, école ou organisme de recherche concerné.

Ce dispositif territorial est donc complémentaire et a pour objectif d'accompagner la mutation, voire la transformation des politiques publiques, et de contribuer ainsi à l'innovation territoriale.

Le mécanisme de compétitivité par l'élévation des compétences dans les entreprises sera mis en œuvre par l'ADEC sous la forme d'un appel à projet. Seules les entreprises seront éligibles dans des conditions fixées par cet appel à projets.

*Je vous prie de bien vouloir en délibérer.*